

Attribution de temps

un contrôle absolu sur tous ses députés: des gens comme M. Kindy et M. Kilgour sont expulsés.

Que dire de Don Getty? Va-t-il. . .

Le président suppléant (M. Paproski): Si le député veut mentionner certains de ses collègues, j'espère qu'il va les identifier par leurs circonscriptions.

M. Young (Gloucester): Merci, monsieur le Président.

Deux députés conservateurs albertains ont été expulsés de leur parti. Pensez-y, on a expulsé un représentant des électeurs d'Edmonton et un représentant des électeurs de Calgary.

Les ministériels devraient nous dire si les députés conservateurs qui s'opposent à la taxe vont être expulsés du parti. Je veux savoir ce qu'ils vont faire de Don Getty et Dick Johnston. Le député qui était si fier de l'expulsion de ces deux députés va-t-il leur dire: «Nous ne voulons plus de vous»? Non.

Cette taxe va à l'encontre des principes conservateurs.

M. Lewis: Quels principes?

M. Young (Gloucester): Je vais les rappeler, puisque le ministre des Transports le demande.

Je me permets donc de rappeler les quatre principes que le ministre des Finances a énoncés dans son document en août dernier. Le document préparé par le ministère des Finances et publié au nom du ministre des Finances dit que la taxe serait intégrée, qu'elle serait unifiée. L'est-elle? Bien sûr que non. Non, elle n'est pas intégrée parce que les premiers ministres conservateurs d'un bout à l'autre du pays, dont ceux de Nouvelle-Écosse, d'Alberta et de Saskatchewan s'y opposent.

Je ne sais pas si le gouvernement a un caucus national auquel les premiers ministres sont invités ou si quelqu'un va profiter de l'occasion pour les en expulser eux aussi, mais les conservateurs n'appuient pas la taxe sur les produits et services parce que la proposition dont la Chambre est saisie est si boiteuse qu'ils ne peuvent la faire accepter à leurs propres députés.

Monsieur le Président, si vous voulez voir ce que c'est que la peur—et vous l'avez vu dans une vie antérieure—vous devez vraiment vous préoccuper de ce qui arrive à quiconque sort des rangs. On a posé aujourd'hui l'écrêteau suivant: «Attention, conservateurs. Quiconque sort

des rangs commet un suicide politique.» Voilà ce qu'on leur dit.

On a dit aux deux députés d'Alberta: «Vous allez servir d'exemples. Nous pouvons nous passer de vous.» Si le bruit court chez les députés qu'ils ne peuvent dire ce qu'ils pensent sous peine d'être expulsés du caucus, vous allez voir, monsieur le Président, beaucoup de frustration chez les gens siégeant à votre droite.

• (1700)

M. Lewis: Voulez-vous les avoir?

M. Young (Gloucester): Le ministre de la Justice se mêle de l'affaire avant le début de la saison de baseball en faisant l'échange de joueurs. Il cherche peut-être à faire un échange.

Je suis certain que les deux députés de l'Alberta auront toutes les occasions voulues pour expliquer à la population de leur province pourquoi ils ne disent plus ce qu'ils pensent à l'intérieur du caucus.

Dans son bref discours d'aujourd'hui, le ministre des Finances a parlé de la réforme fiscale. Six années de planification gouvernementale ont donné lieu à une taxe de vente à laquelle s'opposent 80 p. 100 des Canadiens.

Est-il possible que quelqu'un puisse faire un tel gâchis. Quelque 80 p. 100 des Canadiens sont contre la taxe sur les produits et services. Le plus déplorable dans tout cela, c'est que le gouvernement est désormais tellement habitué à l'attribution de temps, à la guillotine, qu'il l'invoque sans aucun scrupule. À une certaine époque, ce genre de mesure soulevait la colère des Canadiens et de tous les députés de la Chambre. Maintenant, c'est aussi simple que de prendre le thé. Le leader du gouvernement à la Chambre se réunit avec le premier ministre et quelques autres et dit: «Je pense bien que nous allons encore museler le Parlement aujourd'hui.»

Les Canadiens entendront encore beaucoup parler de la TPS. Ils continueront de s'y opposer. Peu importe le nombre de fois que le gouvernement impose l'attribution de temps, il ne convaincra jamais les Canadiens que cette horrible taxe est acceptable.

Des voix: Bravo!

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, il est temps que les Canadiens sachent que le gouvernement conservateur utilise les pires tactiques d'intimidation de l'histoire de la démocratie parlementaire.